

Geneviève PERRIN-GAILLARD
Députée des DEUX-SÈVRES

COMMUNIQUE DE PRESSE

En ma qualité de membre du Groupe d'Etude parlementaire sur les arts de la rue, je suis solidaire du mouvement des intermittents du spectacle et dénonce la politique de rigueur du gouvernement qui vise aujourd'hui après les associations dont les aides d'Etat sont amputées, l'économie culturelle et celle du spectacle vivant, en minant le régime spécifique d'assurance chômage. Précision faite, que comme les associations, les petits théâtres et autres structures d'animation oeuvrant au maillage culturel du territoire ont aussi subi l'effondrement de leurs subventions et la suppression de leurs emplois jeunes.

En effet, des termes mêmes et des flous entretenus par les négociations, l'accord signé le 26 juin dernier ouvre une brèche vers la sur-précarisation des artistes et comédiens. Je suis indignée de voir qu'on puisse s'attaquer ainsi à la culture, au syndicalisme et à la vie associative autant d'indicateurs de vitalité démocratique. Le gouvernement en prend la responsabilité devant la nation qui s'en souviendra. Je redoute une nouvelle conception de l'exception culturelle française bien moins positive et ambitieuse que celle défendue jusqu'ici.

Quel est donc ce modèle de société que le gouvernement Raffarin cherche à imposer où l'associatif, le culturel et le syndicalisme sont censurés et fragilisés.... Après tout le message est peut-être plus clair encore car enfin, en supprimant les 35 heures et en augmentant la durée de travail tout au long de la vie, en repoussant l'âge de la retraite, les français sont invités à travailler plus, au détriment de toute activité bénévole, syndicale et de toute élévation culturelle par les loisirs.... Et le rêve de Monsieur Raffarin se dévoile : une société laborieuse docile et disciplinée, la bonne vieille France d'en bas ! encore un plus bas !!!!!

Geneviève P-GAILLARD
Niort, le 30 juin 2003